

Le FMI ne prévoit plus que 3% de croissance au Maroc en 2016

Le FMI revoit à la baisse ses prévisions pour le Maroc

ÉVALUATION. Retour sur terre pour le FMI. L'institution revoit à la baisse, pour la deuxième fois en moins d'un mois, ses prévisions de croissance pour le Maroc en 2016, et s'aligne sur le taux annoncé par le gouvernement.

PAR MAROUANE KABBAJ



Les membres de la délégation du FMI au Maroc. Le 4 novembre 2015.

C'est la deuxième fois en moins d'un mois que le Fonds monétaire international (FMI) revoit à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie marocaine pour 2016.

Jusqu'au mois d'avril 2015, le FMI prévoyait 5% de croissance pour le Royaume. Il y a moins d'un mois, l'institution de Bretton

Woods abaisse le taux à 3,7%, dans le cadre de ses prévisions mondiales («global outlook»). Et puis, sur le terrain, suite à une mission d'évaluation au Maroc, une équipe d'économistes du FMI revoit une fois encore à la baisse ses prévisions et estime que la croissance du Royaume ne devrait pas dépasser 3% l'an prochain. Et ce, malgré que tous les facteurs

positifs soient réunis, notamment la baisse des cours du pétrole brut sur les marchés internationaux, ce qui allège normalement le déficit budgétaire et relance la croissance. Ce séjour au Maroc des experts du FMI entre dans le cadre d'une mission d'évaluation des différents indicateurs macro-économiques et sociaux du Royaume liés notamment aux dispositions dites de l'article IV (examen périodique) et à la «ligne de précaution et de liquidité» (LPL) de 5 milliards de dollars accordée par l'institution de Bretton Woods au Maroc en juillet 2014. Cette LPL constitue une sorte d'assurance en cas de coup dur (par exemple déséquilibre subit des comptes courants) auquel le Maroc n'a encore jamais eu recours.

L'industrie en berne

Pour rappel le HCP (Haut commissariat au plan) table, lui, sur 2,6% pour 2016, après 4,3% selon son estimation pour cette année portée par une très bonne récolte agricole. L'exception agricole n'étant pas la règle cette année, la croissance rechute là où l'industrie stagne. Les services demeurent l'employeur le plus important, loin devant l'industrie.

Mais qu'est-ce qui a poussé les experts du FMI à revoir leurs cartes? Fort probablement la hausse attendue des prix mondiaux de l'énergie due aux tensions géopolitiques dans la région.

Le satisfecit du FMI du rendement du gouvernement est souligné, malgré cela: «*le déficit budgétaire a continué de baisser ces dernières années grâce aux mesures prises par le gouvernement, notamment la réforme des subventions aux produits pétroliers. Le taux de pauvreté, le chômage et les inégalités ont diminué au cours des dix dernières années*». Les experts du FMI expriment clairement leur soutien à la politique macro-économique du gouvernement de Abdelilah Benkirane. «*La mission salue les efforts déployés pour continuer de renforcer les finances publiques, comme en témoigne le projet de loi de finances 2016, qui vise une baisse du déficit budgétaire à 3,5 % du PIB*», se félicite le Fonds.

Une mauvaise surprise

Pour le FMI, la mauvaise note vient après. Il est important, souligne le Fonds, de «*continuer d'améliorer le climat des affaires, la transparence et la gouvernance afin d'accroître la compétitivité extérieure. Nous souscrivons aux efforts déployés par les autorités pour accroître l'inclusion financière et l'accès au crédit, en particulier pour les très petites, petites et moyennes entreprises. Priorité est de rendre le système fiscal plus efficient et plus équitable*».

Dernier point: le FMI note avec satisfaction que les autorités veulent adopter un nouveau régime de taux de change plus flexible, qui faciliterait la diversification en cours de l'économie, renforcerait son intégration à l'économie mondiale et sa capacité d'absorption des chocs extérieurs. Pour la coalition au gouvernement, qui se prépare aux élections législatives de 2016, le soutien du FMI a été «gâché» par une mauvaise surprise, inattendue: le chômage est actuellement à un plafond historique, du moins inquiétant, de 10,1% de la population active ■



QUESTIONS À NICOLAS BLANCHER, conseiller du Directeur Moyen- Orient et Asie centrale du FMI

PROPOS RECUEILLIS PAR M. KABBAJ

“Un régime de change plus flexible sera un facteur de stabilité économique”

Maroc Hebdo: En l'espace d'un mois, vous avez revu à la baisse vos prévisions de croissance pour le Maroc en 2016. Qu'est-ce qui justifie cette réévaluation?

Nicolas Blancher: Notre révision de la croissance marocaine à la baisse de 0,6 point pour 2016 s'explique par les derniers développements de l'économie marocaine et de la conjoncture internationale. La croissance agricole subira un effet de base important suite à la récolte exceptionnelle de 2015, et la reprise de la croissance non-agricole est plus lente et moins vigoureuse qu'anticipé. Au plan international, la révision à la baisse de la croissance des pays émergents et la reprise atone de la zone euro aura également des répercussions sur la croissance au Maroc.

Vous dites que le Maroc est prêt à mettre en place un régime de change. Qu'est-ce qui a changé aujourd'hui pour arriver à ce constat?

Nicolas Blancher: Il y a plusieurs raisons, mais je soulignerais en particulier le fait que les équilibres macroéconomiques se sont considérablement améliorés depuis deux ou trois ans. Aussi, la décompensation isole mieux les finances publiques des effets d'une plus grande volatilité potentielle du change. Dans l'ensemble, l'économie marocaine est donc en mesure de gérer une transition progressive du régime de change car elle est en position de force.

Cela ne risque-t-il pas de secouer la stabilité du modèle économique marocain?

Nicolas Blancher: Nos analyses sont favorables sur ce point: à court terme, les prérequis structurels (une flexibilisation du régime de change) sont largement acquis, et les conséquences d'un ajustement brutal du change (lui-même improbable) sur les principaux secteurs de l'économie sont limitées. A plus long terme, un régime de change plus flexible sera, au contraire, un facteur de stabilité du modèle économique marocain.

Quels risques encourent les banques marocaines en cas de mise en œuvre du régime de change?

Nicolas Blancher: Nous ne voyons pas de risques majeurs, ni de manière directe (sur leurs bilans), ni de manière indirecte (via leurs clients), compte tenu des niveaux limites d'exposition au risque de change dans l'économie. Il est également bon de noter que les agents économiques marocains (y compris les banques) sont d'ores et déjà habitués à gérer une certaine volatilité du change, puisque le dirham marocain fluctue déjà vis-à-vis des grandes monnaies internationales prises individuellement ■